

Journal de 20 heures

Jean-Hervé Bradol (Médecins sans frontières) :
« S'il n'y a pas une intervention vigoureuse de
la communauté internationale, et
particulièrement de la France - qui connaît
bien les assassins, qui les arme, qui les
équipe! -, nous, nous considérerons que c'est
une véritable politique d'incitation à ce que le
meurtre et les massacres continuent »

Patrick Poivre d'Arvor, Marine Jacquemin

TF1, 16 mai 1994

[Patrick Poivre d'Arvor :] Mesdames, Messieurs, bonsoir. Dans ce journal un nouveau cri de colère pour dénoncer les atrocités du Rwanda. Nous aurons avec nous un représentant de Médecins sans frontières. [...]

Sans plus attendre, donc, les horreurs de la guerre au Rwanda. La Croix-Rouge a tenté de faire parvenir des vivres à des milliers de civils pris au piège près de Kigali. Les camps de réfugiés sont pleins à craquer. Et l'ONU tarde toujours à déployer ses Casques bleus.

Comme à l'habitude, je tiens à vous présenter..., à vous préciser que, d'ores et déjà, les images sont parfois difficiles à soutenir malgré toutes les coupes que nous y avons introduites. Marine Jacquemin.

[Marine Jacquemin :] Le petit garçon qui vient de naître dans ce camp [une incrustation indique : "Évêché de Kabgayi"] ouvre les yeux sur un drôle de monde. Ici, la plupart sont blessés, de toute façon malades. Les enfants

surtout, tuberculeux souvent. L'eau potable commence à faire défaut et le choléra menace.

À l'ombre de l'évêché de Kabgayi, au sud du Rwanda, toute la détresse humaine. Rescapés des massacres ou déplacés de guerre, ils sont à cet endroit 25 000 à tenter de survivre, dans des conditions plus que précaires.

Parmi ceux qui les aident, ces sœurs, qui pour certaines - parce qu'elles sont de l'ethnie tutsi - risquent d'être massacrées à tout moment, comme Bernadette.

[Sœur Bernadette : "On ne durera pas une éternité sur cette terre. S'il faut mourir, on mourr..., on va mourir. Mais, pour le moment, en tout cas pour moi, je dois dire que je n'ai pas peur de mourir. Parce que je suis allée aidée les autres".]

Une sœur blanche : "D'un certain côté, on se dit que les gens qui sont morts pendant cette guerre, c'est eux qui ont la plus belle vie maintenant. Quand on voit toutes les souffrance de ceux qui restent encore maintenant".

Un homme blanc : "L'hôpital est occupé à peu près avec nonante pour cent des blessés de guerre..., des victimes de guerre, avec des blessures de machette, de..., de débris de grenade et des balles".]

Hutu en territoire rebelle, Tutsi dans les zones gouvernementales, les responsables des massacres appartiennent aux deux ethnies. Il n'y a plus de mots pour décrire le pays des mille collines devenu en cinq semaines le pays des milliers de morts. 200 000, premier chiffre avancé ; plus du double, selon certaines organisations humanitaires. Saura-t-on jamais ?

L'urgence, à présent, concerne donc les déplacés. Aux quatre coins du pays et des pays voisins, comme l'indique cette carte [une carte du Rwanda indique 500 000 déplacés au sud-est du pays en direction de la Tanzanie ; 10 000 et 260 000 au sud en direction du Burundi ; 90 000 au sud-ouest et 10 000 au nord-ouest, en direction du Zaïre ; 8 000 en direction de l'Ouganda], près d'un million de réfugiés au total. Une situation sans nul doute explosive dans cette région des Grands lacs, en pleine saison des pluies. Et qui pourrait bien être à feu et à sang d'ici à l'automne, si aucun accord n'est trouvé.

Pour réaliser le danger qui domine dans le pays, un document rapporté par Bernard Kouchner sur place pour ouvrir un couloir humanitaire sans résultat [on voit un convoi de véhicules de l'ONU pris dans une fusillade]. Sur le chemin du retour, l'attaque, sans gravité, et l'ancien ministre français à l'Action humanitaire [on voit Bernard Kouchner muni d'un gilet pare-balles descendre d'un véhicule blindé de l'ONU] n'en gardera par chance qu'une bonne frayeur.

À Kigali la capitale, ce soir, l'étau se resserre un peu plus sur les forces gouvernementales. Dans les rues de la ville, les milices font toujours régner la terreur [on voit d'abord à l'image un soldat des FAR puis des miliciens]. Le Conseil de sécurité des Nations unies devrait se prononcer demain sur une proposition autorisant l'envoi de 5 500 hommes au Rwanda.

[Retour sur le plateau, Patrick Poivre d'Arvor interviewe à présent Jean-Hervé Bradol, "médecin, responsable de programmes MSF". NB. - Les principaux bégalements ainsi que les acquiescements de complaisance ont été supprimés]

Patrick Poivre d'Arvor : Avec nous un médecin, qui a ouvert l'antenne chirurgicale de MSF, donc de Médecins sans frontières, à Kigali le 13 avril. Vous pouvez témoigner de ce que vous avez vécu. Pour vous c'est une guerre d'une sauvagerie atroce ?

Jean-Hervé Bradol : Oui. La plupart des victimes que nous..., nous traitons... D'ailleurs ne sont pas des victimes de guerre. Ce sont des gens qui sont victimes de massacres ! La plupart des blessures sont dues à des coups de machettes. Ils sont achevés sauvagement après au fusil automatique. Mais on ne peut même pas parler de victimes de guerre. Ce sont uniquement des victimes de massacres pour l'instant.

Patrick Poivre d'Arvor : Des massacres parfois même sous vos yeux alors que vous les transportez dans les ambulances...

Jean-Hervé Bradol : Oui, tout à fait. C'est extrêmement dur de..., de prendre en charge des blessés, de les ramener dans l'hôpital pour pouvoir les traiter. Puisque les miliciens les extraient, les arrachent des ambulances pour les achever dans la rue, quoi. Ça c'est vraiment la...

Patrick Poivre d'Arvor : Et ça se passe de manière systématique à Kigali, puisque ça..., ça vous l'avez vu ?

Jean-Hervé Bradol : Oui, les... Vraiment, depuis un mois, la ville de Kigali a été complètement quadrillée. Les maisons sont fouillées une par une pour en extraire toute la partie de la population qui est suspectée être hostile à..., au courant le plus extrémiste de l'armée. Et là, les..., les gens qui sont suspects de cette hostilité sont exécutés avec toute leur famille. C'est-à-dire que l'exécution, ça veut dire les bébés, les femmes, les vieillards, absolument tout le monde. Il n'y a pas un survivant. Et quand on retournait dans les quartiers pour essayer de ramasser des blessés..., les miliciens se vantaient en disant : "Il n'y a plus personne à ramasser. On a tué tout le monde!". Et c'est effectivement ce qu'ils font. Et cette politique, c'est vraiment... On peut parler d'une politique, hein. C'est une politique délibérée, systématique,

planifiée d'extermination. Et...

Patrick Poivre d'Arvor : C'est le génocide absolu ?

Jean-Hervé Bradol : Oui. C'est vraiment..., c'est vraiment un massacre planifié de très, très, très grande ampleur.

Patrick Poivre d'Arvor : Alors on a tendance ou on a eu un petit peu tendance au début à essayer de dire : "Ce sont les Hutu contre les Tutsi". Donc de dire que ce n'était finalement que des guerres ethniques. Or en fait c'est beaucoup plus compliqué que ça.

Jean-Hervé Bradol : Ah c'est ce qu'on essaye de nous faire croire pour peut-être justifier la..., la passivité des uns et des autres. On essaye de nous décrire les Rwandais comme des tribus en train de se massacrer entre elles. Et je pense que c'est vraiment le dernier affront fait aux victimes, hein, de donner cette description. Il y a un conflit politique en..., au Rwanda. Il y a une lutte féroce pour le pouvoir. Et les victimes sont dues à ce conflit politique. Qu'on arrête de nous décrire le Rwanda comme des tribus en train de se massacrer. Et je pense que cette présentation n'est pas tout à fait anodine. Le rôle de la France dans ce pays et particulièrement les responsabilités de la France sont particulièrement écrasantes. Les gens qui massacrent aujourd'hui, qui mettent en œuvre cette politique planifiée, systématique d'extermination, sont financés, entraînés et armés par la France. Et ça, c'est quelque chose qui ne transparaît absolument pas en ce moment. On n'a pas entendu pour l'instant aucun responsable français condamner clairement les auteurs de ces massacres. Et pourtant ces gens sont bien connus de l'État français puisqu'ils sont équipés par eux ! Par l'État français.

Patrick Poivre d'Arvor : Et c'est la raison pour laquelle vous avez décidé de..., d'écrire une lettre ouverte au Président Mitterrand...

Jean-Hervé Bradol : Oui. Tout à fait. C'est pour..., c'est pour cette raison que nous avons décidé de..., d'écrire une lettre ouverte au président de la République, puisque le travail des organisations humanitaires ne peut bien sûr pas tout compenser quand il y a une telle horreur. De plus, aujourd'hui pour nous, c'est quasiment presque impossible de pouvoir travailler correctement au Rwanda et de couvrir les besoins que vous avez décrits dans votre reportage. Et s'il n'y a pas une intervention vigoureuse de la communauté internationale, et particulièrement de la France - qui connaît bien les assassins, hein, qui les arme, qui les équipe ! -, nous, nous considérerons que c'est une véritable politique d'incitation à ce que le meurtre et les massacres continuent. Et pour l'instant, ces déclarations de l'État français, nous ne les avons pas entendues. Ces prises de position, incitant les bourreaux de Kigali et de

Butare à se modérer, nous ne les avons pas entendues de la part de l'État français. Et nous devons souligner que nous sommes extrêmement choqués de cet aspect des choses.

Patrick Poivre d'Arvor : Et pour l'instant, vous ne pouvez pas évidemment comptabiliser le nombre de morts parce que les sources sont extrêmement éloignées les unes des autres, d'une part. Et il y a très peu de journalistes qui peuvent..., voir ce qui se passe. Vous chiffreriez à combien ?

Jean-Hervé Bradol : Je pense que de parler de plus de 100 000 morts au Rwanda... Il faut souligner que le Rwanda c'est un pays de sept millions d'habitants. Quand on cite de tels chiffres, quand on décrit la capitale du pays comme complètement quadrillée, fouillée maison par maison pour exterminer les gens... Je ne sais pas, c'est comme si aujourd'hui on était en train de parler en France de quatre millions de morts en un mois, à la suite d'un conflit politique. C'est..., nous, on a jamais assisté à ça, hein..., on... Le compte qu'on fait des morts qu'on a eus à..., des employés rwandais travaillant pour Médecins sans frontières aujourd'hui, c'est..., on en est à dire il y a certainement plus d'une centaine d'employés rwandais travaillant de Médecins sans frontières qui ont été assassinés par les forces armées gouvernementales au Rwanda aujourd'hui. Ça nous est jamais arrivé dans notre histoire, hein. C'est un drame d'une ampleur sans précédent. Et pourtant, la guerre, les blessés, la mort..., la révolte que ça... occasionne, nous y sommes quand même habitués depuis 20 ans dans notre association.

Patrick Poivre d'Arvor : Je vous remercie beaucoup, Jean-Hervé Bradol, parce que je..., je crois qu'il fallait vraiment témoigner..., et témoigner très, très fort. Parce que ce qui se passe là-bas est en effet un véritable génocide.